

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 128

Du 14 au 20 juin 1985

POLITIQUE

Pressions exercées sur le gouvernement
Dénonciations des socio-démocrates allemands
Prise de position des écologistes
Elections pour justifier l'aide américaine
Amérique Centrale : sous-développement économique et social
Le Mexique n'est pas impliqué dans les efforts de déstabilisation de la région
UCN : convergence avec Reagan
Frégate américaine dans les eaux guatémaltèques

ECONOMIE

Temporisation impossible pour les décisions économiques
Entre le marteau et l'enclume
Crise énergétique s'aggrave

CONTRE-INSURRECTION

Implication des patrouilles civiles

INSURRECTION

Combats à El Peten
Occupation de plantations de café
Combats

DROITS DE L'HOMME

L'Archevêque exige la libération des prisonniers
GAM rejette la version officielle sur le sort des disparus
Terreur psychologique
Les assassinats et les enlèvements continuent

SITUATION SOCIALE

Le droit de vivre avec dignité
Situation insupportable.

POLITIQUE

PRESSIONS EXERCEES SUR LE GOUVERNEMENT

Le 18 juin, la Chambre de l'Agriculture formée de puissants secteurs économiques menaçait de se retirer, en l'espace de 48 heures, du "grand dialogue national" si le gouvernement militaire n'apporte aucune solution à leurs exigences parmi lesquelles on peut citer : la suppression de l'impôt aux exportations, la réduction du rôle de l'Etat dans les affaires économiques, la vente d'entreprises d'Etat et la diminution du budget global de la nation.

C'est au mois d'avril dernier que le régime militaire a lancé le dit dialogue après l'échec de la tentative d'établissement de nouveaux impôts. Ce dialogue a pour but d'obtenir un accord entre le secteur public et privé en ce qui concerne l'adoption des mesures nécessaires pour surmonter la crise qui sévit dans le pays.

DENONCIATION DES SOCIO-DEMOCRATES ALLEMANDS

Le 13 juin, les parlementaires socio-démocrates allemands de la République Fédérale, demandaient à leur gouvernement d'exposer avec clareté au Ministre des Relations Extérieures guatémaltèques, Fernando Andrade les préoccupations croissantes des secteurs sociaux allemands quant à la situation des Droits de l'Homme au Guatemala.

Les parlementaires Freimut Duve et Ernst Walthemathe ont souligné que la présence de Andrade, qui effectue une visite de trois jours en Allemagne, a pour but de détourner l'attention des vrais problèmes tels que la persécution et les assassinats de "citoyens, étudiants, travailleurs sociaux, prêtres, femmes et même enfants". Ils ont en outre exigé du gouvernement allemand de conditionner son aide au régime guatémaltèque, quelle qu'en soit la nature, à une amélioration des Droits de l'Homme.

PRISE DE POSITION DES ECOLOGISTES

Le 14 juin, le parti écologiste d'Allemagne occidentale -les Verts- a fait savoir au gouvernement de Bonn que contrairement aux allégations du Ministre des Relations Extérieures guatémaltèque, Fernando Andrade, les Droits de l'Homme étaient toujours bafoués au Guatemala et, ils ont signalé que la terreur qu'inspire l'Etat fait des prochaines élections une véritable farce.

D'autre part, la Chancellerie allemande, soulignait le 15 juin, l'intérêt que portait son gouvernement à l'amélioration substantielle de la situation des Droits de l'Homme au Guatemala et à la possibilité d'accomplir un vrai pas vers la démocratisation du pays.

ELECTIONS POUR JUSTIFIER L'AIDE AMERICAINE

Guillermo Toriello, Président du Tribunal Anti-impérialiste de Notre Amérique -TANA-, dans une entrevue publiée, le 13 juin, par le quotidien mexicain El Día, affirmait que le processus électoral promu par le régime militaire guatémaltèque est un "maquillage international pour masquer tant de crimes".

Torielle, haut fonctionnaire guatémaltèque de la décennie démocratique (1944-1954), a ajouté que le gouvernement des Etats-Unis "veut justifier l'appui logistique, militaire et économique qu'il procure au Guatemala" car ce pays compte énormément dans la "géopolitique américaine".

AMERIQUE CENTRALE : SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le 17 juin, les Présidents du Mexique et de la CEE, respectivement Miguel de la Madrid et Jacques Delors, réunis à Bruxelles, Belgique, convenaient que le principal problème d'Amérique Centrale est le sous-développement économique et social.

Pour sa part, le Président français, François Mitterand, dans un entretien, publié dans le journal mexicain Excelsior, le 18 juin, affirmait que ce serait "une erreur de jugement que de ne pas porter d'aide aux aspirations des peuples d'Amérique Centrale qui ont besoin de liberté et d'indépendance économique".

LE MEXIQUE N'EST PAS IMPLIQUE DANS LES EFFORTS DE DESTABILISATION DE LA REGION

Le 13 juin, l'Ambassadeur mexicain au Guatemala, Abraham Talavera, déclarait qu'il n'y avait pas au Mexique "de zones qui pourraient être utilisées pour déstabiliser les pays

d'Amérique Centrale". Il démentait de la sorte les déclarations d'une jeune guatémaltèque que l'armée avait présenté comme guérillera.

Talavera a souligné "qu'il n'existait aucun élément ou information qui permettait de corroborer les dires, à savoir qu'il s'agissait bien d'une guérillera impliquée avec les forces armées qui luttent au Guatemala. Dès lors, nous n'avons aucun motif nous poussant à croire à la véracité d'allégations téméraires et sans fondements".

UCN : CONVERGENCE AVEC REAGAN

Le 13 juin, à Washington, Jorge Carpio Nicolle, candidat à la présidence pour la coalition menée par l'Union du Centre National, UNC, a promis qu'il mènerait une politique extérieure "qui convergerait davantage avec celle conduite par le Président Reagan en Amérique Centrale". Sous condition, bien sûr, qu'il gagne les prochaines élections guatémaltèques.

Carpio, en visite aux Etats-Unis a, en outre, attaqué dans ses allocutions le gouvernement du Nicaragua.

FREGATE AMERICAINE DANS LES EAUX GUATEMALTEQUES

Le 14 juin, la frégate américaine US Fahrion, lance-missiles, de la flotte américaine arrivait au Guatemala.

Selon l'Ambassade américaine au Guatemala, l'arrivée de la frégate s'inscrit dans le cadre du programme "Poignée de mains" ayant pour but la création de liens d'amitié entre les Etats-Unis et d'autres pays.

L'équipage du US Fahrion, en plus d'effectuer des manoeuvres militaires avec la marine de guerre guatémaltèque, a remis des vivres et des jouets à deux orphelinats de la capitale guatémaltèque.

ECONOMIE

TEMPORISATION IMPOSSIBLE POUR LES DECISIONS ECONOMIQUES

Un document publié par le gouvernement, le 13 juin, stipule que si l'on ne prend aucune mesure pour combattre la crise économique, l'inflation atteindra, en décembre de cette année, les 40 % et, le Quetzal s'évaluera à 4,80 par dollars.

Le document propose à l'Initiative Privée différentes alternatives pour soulager le fardeau de la crise et plus particulièrement pour réduire le déficit budgétaire, contrôler l'inflation, mettre un terme à la dépréciation de la monnaie et relancer les investissements.

ENTRE LE MARTEAU ET L'ENCLUME

Le 15 juin, un commentaire de l'Agence Française de Presse -AFP- signalait que le gouvernement du Général Mejia Victores n'a pas pris les mesures adéquates pour faire face à la crise économique qui maintient la population entre le marteau de l'inflation et l'enclume du chômage".

Selon l'AFP, à quatre mois des élections générales, le gouvernement militaire guatémaltèque semble épuisé et incapable de résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays.

L'AFP ajoute que l'inflation a atteint au cours des derniers mois un taux supérieur à 57 % et le chômage dépasse les 40 %.

CRISE ENERGETIQUE S'AGGRAVE

Entre le 15 et le 18 juin, la capitale et de vastes régions du pays ont souffert d'une pénurie de combustibles. Par ailleurs le gouvernement militaire a annoncé que le rationnement se poursuivra pour les combustibles allant jusqu'à 25 % de la consommation habituelle et qu'une augmentation des prix était envisageable.

Le journal El Grafico signalait le 14 juin que si l'augmentation du prix des combustibles est décrétée, cela revient à donner "le coup de grâce" à l'économie guatémaltèque.

CONTRE-INSURRECTION

IMPLICATION DES PATROUILLES CIVILES

Le 18 juin, le Général Rodolfo Lobos Zamora, Sous-Chef d'Etat faisait savoir que du fait

de l'augmentation des actions de la guérilla, l'Armée chercherait à impliquer dans la lutte insurrectionnelle les patrouilles civiles.

Pour sa part, le Chef des Relations Publiques de l'Armée, le Colonel Marco Antonio Castellanos Pacheco a lancé un cri d'alerte, le 17 juin, à l'ensemble des patrouilles dans le pays.

INSURRECTION

COMBATS A EL PETEN

Le 12 juin, un communiqué rebelle signalait que les Forces Armées Rebelles, FAR, ont infligé 36 pertes à l'Armée au cours de la dernière semaine du mois de mai et les deux premières semaines de juin, au cours de combats qui se sont déroulés dans le département septentrional de El Peten.

Selon cette même information, les insurgés ont également occupé divers tronçons routiers situés dans la même zone.

OCCUPATION DE PLANTATIONS DE CAFE

Un communiqué insurrectionnel signale que les plantations de café "La Sola" et "La Corona", respectivement dans les départements de San Marcos et Suchitepequez, ont été occupées les 11 et 14 juin par les forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- qui ont organisé des réunions à caractère politique avec la population rurale.

L'information signale, de plus, que dans la plantation "La Sola", les insurgés ont expulsé le représentant patronal, lequel était accusé par les travailleurs d'avoir des attitudes inhumaines et intimidatrices. Quant à "La Corona", les insurgés ont détruit plusieurs installations utilisées par l'Armée régulière comme centre des opérations dans la région.

COMBATS

Le 19 juin, le bureau des Relations Publiques de l'Armée faisait savoir que des combats se sont produits, le 18 juin, entre les effectifs des troupes régulières et insurrectionnelles dans la bourgade de Saquil, à El Quiché, et dans la plantation agricole "La Concha", située dans le Suchitepequez.

Selon l'information officielle, deux soldats ont trouvé la mort et d'autres ont été blessés au cours des dits affrontements.

DROITS DE L'HOMME

L'ARCHEVEQUE EXIGE LA LIBERATION DES PRISONNIERS

Monseigneur Prospero Penados del Barrio, Archevêque de Guatemala, a exigé, le 15 juin, l'immédiate remise en liberté de trois promoteurs sociaux indigènes, enlevés, le 30 mai.

Selon Penados, l'enlèvement "s'ajoute aux pratiques et disparitions qui ont plongé la population dans un climat de douleur et d'incertitude".

Les trois promoteurs à travailler sur un programme d'extension des cultures émanant de l'Université Catholique Rafael Landiver, sont les personnes suivantes : Felipe Garcia Colop, Lazaro Antonio Mucia Roquec et Carlos Sical. L'Archevêque a signalé que les responsables sont "ceux qui s'opposent à l'amélioration économique et sociale de l'indigène dans le but de continuer à l'exploiter".

GAM REJETTE LA VERSION OFFICIELLE SUR LE SORT DES DISPARUS

Le 16 juin, le Groupe d'Appui Mutuel, composé des proches des personnes disparues ou détenues, a rejeté un rapport officiel qui nie l'existence de prisonniers politiques et de prisons clandestines au Guatemala.

Les membres du GAM ont menacé de réorganiser des manifestations publiques pour obtenir la libération, vivants, des êtres qui leur sont chers.

TERREUR PSYCHOLOGIQUE

Le 13 juin, à Bonn, en Allemagne fédérale, Madame Ruth Molina de Cuevas déclarait que le régime guatémaltèque utilise la terreur psychologique pour affaiblir le Groupe d'Appui Mutuel.

Madame Molina affirme que les forces de sécurité du gouvernement profèrent des menaces de mort à l'encontre non seulement des membres du groupe mais également envers les enfants de ces derniers. Elle a également relaté l'assassinat, en avril dernier, de sa belle-fille Rosario Godoy de Cuevas, vice-présidente du GAM et de son petit-fils de deux ans.

LES ASSASSINATS ET LES ENLEVEMENTS CONTINUENT

Le 19 juin, la famille de 8 paysans de Santiago relatait aux milieux de presse locaux que ces paysans de Santiago, situé dans le département central de Sacatepequez, ont été enlevés et sont soit détenus ou ont disparus depuis plusieurs jours.

Le 17 juin, deux jeunes, Jorge Illecas, 18 ans, et un mineur, non identifié, ont été assassinés par balles par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales à la périphérie de la capitale.

SITUATION SOCIALE

LE DROIT DE VIVRE AVEC DIGNITE

La Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG-, dans un communiqué diffusé le 16 juin, propose la création de Comités d'habitants aux fins de protéger les classes populaires de "cette agression économique dont nous sommes les victimes" et pour exiger "notre droit de vivre avec dignité".

SITUATION INSUPPORTABLE

Le 19 juin, la Confédération syndicale guatémaltèque, déclarait que "les travailleurs ne peuvent continuer à supporter davantage les prix exagérés et les salaires qui stagnent". Elle faisait cette déclaration lors de la clôture de la quatrième rencontre syndicale tenue dans la capitale.

Les travailleurs ont souligné que s'ils ne sont pas entendus comme il se doit ils pourraient être amenés à provoquer une grève nationale.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX